



## GÉOGRAPHE ORSTOM-IRD DANS UNE AFRIQUE EN MOUVEMENT

*Georges COURADE \**

*Dans cet article, Georges COURADE explique comment il est devenu un géographe tropicaliste ORSTOM alors que tout le destinait à un autre parcours professionnel et pourquoi il n'a pu adhérer au référent tropical. Agent ORSTOM-IRD expatrié en « Françafrique », il explique les faibles marges scientifique et politique dont il disposait, l'enclavement intellectuel qu'il a connu dans son travail dans les comptoirs scientifiques ORSTOM-IRD (Cameroun et Burkina Faso) et la difficulté à mettre en œuvre un partenariat véritable. Enfin, il montre pourquoi les Africains veulent mieux vivre, en quoi la science n'est pas en mesure de produire du développement et pourquoi la géographie étatiste n'a qu'un intérêt limité pour organiser l'aménagement du territoire. G. COURADE a dirigé l'ouvrage intitulé L'Afrique des idées reçues en 2006.*

**Mots Clés :** Paysanneries françaises et africaines, tropicalité, géographie du développement, vulnérabilité, résilience, technologie, partenariat, Cameroun de l'Ouest, Burkina oriental.

Comment le fils d'ouvrier agricole que j'étais a-t-il pu être chercheur pendant quatre décennies (1967-2004) avec le statut ORSTOM-IRD<sup>1</sup> dans une Afrique qui ne s'est pas développée ? Si je suis le produit de mon histoire personnelle, de mes études, je le suis aussi des lieux que j'ai arpentés et adoptés et de l'institut de recherche qui, d'une certaine manière, m'a formaté. J'examinerai dans ce texte comment j'ai acquis une « identité » et comment l'histoire de mon institution et les modalités spécifiques de ses interventions ont conditionné mon métier de géographe. J'analyserai également comment j'ai été amené, de mon point de vue, à penser le développement de ce sous-continent, décrit comme naufragé, au

---

\* Géographe, directeur de recherche à l'IRD, professeur associé à l'IEDES.

1 - L'Institut de recherche pour le développement (IRD) a remplacé l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) en 1998.

Georges COURADE

terme de quatre décennies d'observation et d'immersion dans des contextes géographiques et idéologiques contrastés.

L'Afrique, que j'ai fréquentée de 1969 à 2005, a beaucoup changé. Au regard des indicateurs économiques habituels, tout d'abord. Le niveau de vie par habitant est revenu à ce qu'il était en 1960. La qualité des soins ou de l'éducation dispensés n'a pas progressé en bien des lieux, même si les taux de scolarisation ont explosé. La construction des États n'a pas tenu les promesses des indépendances, la corruption est devenue omniprésente et le sentiment d'insécurité s'est accru.

Cette représentation correspond-elle cependant à la réalité ? La croissance démographique, la rupture des relations étroites entre la France et l'Afrique avec la dévaluation du Franc CFA en 1994, l'ajustement structurel de la fin du 20<sup>e</sup> siècle ont changé la donne. Une « deuxième indépendance », au-delà du drapeau, est en route. L'Afrique subsaharienne commence à se prendre en main dans ses choix économiques et scientifiques. Bref, les conditions d'un véritable partenariat commencent à se mettre en place alors que l'État, l'interlocuteur privilégié par l'ORSTOM-IRD, est de plus en plus évanescent.

La géographie, ma discipline d'appartenance, a commencé à s'interroger sur elle-même à la fin des années 1970. Et, côté développement, les pratiques, discours et représentations se sont modifiés en quatre décennies. Le tiers-mondisme a été dénoncé bien que l'altermondialisme en emprunte des éléments. L'humanitaire de l'époque coloniale est de retour avec les *french doctors* et le droit d'ingérence au nom de l'idéologie des droits humains <sup>2</sup>. La thèse de la décroissance est venue remettre en cause l'idée même de développement et, enfin, avec la marginalisation de l'Afrique, l'afro-pessimisme triomphe dans diverses sphères. Comment se construire en maintenant le cap entre tous ces écueils et les images caricaturales en miroir de la France et de l'Afrique <sup>3</sup> ?

## I – À LA RECHERCHE D'UNE IDENTITÉ

Ni « héritier », ni disciple, il m'a fallu me construire seul en perdant un temps précieux pour apprendre les codes sociaux de la recherche à l'ORSTOM-IRD et comprendre les enjeux de la géographie du développement. En même temps, j'ai dû composer mon regard sur l'Afrique subsaharienne en étudiant trois terrains bien différents.

---

2 - Le tiers-mondisme fut combattu vigoureusement par la fondation Liberté sans frontières créée en 1984 par le docteur MALHURET, président de Médecins sans frontières. D'éminents géographes tropicalistes s'y investirent. Cette fondation, dissoute en 1989, s'en prenait aux « représentations néocolonialistes victimaires ». Pascal BRUCKNER reste l'un des maîtres à penser de ce mouvement (BRUCKNER, 1983 ; BRUCKNER, 2006).

3 - Entre les images de gauchistes chez les conservateurs, de valets de l'impérialisme chez certains tiers-mondistes, et de néocoloniaux chez les partenaires africains, difficile de choisir !

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

### 1 – Chassé de ma vallée pyrénéenne

Né en 1942 dans la vallée du Gave de Pau, dans une ferme de 8 hectares dispersés à travers un vaste terroir où l'on faisait de l'élevage et une polyculture centrée sur le maïs local, rien ne me destinait à partir si loin de mes bases. Mes parents ne connaissaient de l'hexagone que quelques cantons montagnards pyrénéens. Et, pour eux, l'Afrique restera la planète Mars.

Mon père, né dans une famille nombreuse d'une vallée encore plus reculée, n'étant jamais allé à l'école primaire, n'avait eu d'autre choix que de devenir ouvrier agricole à l'âge de dix ans. Et il n'avait eu d'objectif plus important que de s'installer à son compte dans une exploitation qui s'avéra non viable au sortir de la deuxième guerre mondiale. La modernisation de l'agriculture française qui culmina sous la houlette d'Edgar PISANI fut l'heure de vérité. Il le comprit dès les années 1950, ce qui l'incita à me pousser dans des études qu'il voyait achevées avec un CAP de menuiserie. L'entrée à l'École normale d'instituteurs de Lescar (1954-1958) m'évita ce choix. Les meubles par éléments, de type Ikea, entraînaient la mort de toutes les usines de meubles de cette vallée de Nay où nous habitons. L'opportunité de faire des études universitaires me fut donnée grâce aux bourses attribuées pour former des enseignants du secondaire. Et je m'en fus à l'université de Bordeaux tâter de la géographie, notamment tropicale.

Mon adolescence fut ainsi marquée par l'image de la déroute d'une paysannerie pauvre et travailleuse peinant à faire face aux risques. Déroute que j'ai attribuée à une modernisation technologique accélérée, à une économie marchande balayant diversification et échanges non marchands et à un monde politique voulant réduire cette masse de 5 millions de paysans à 500 000 exploitants agricoles.

J'ai vu dans les années 1950 le passage brutal d'une agriculture paysanne de troc et de travaux en commun à une agriculture productiviste de paysans célibataires endettés et souvent suicidaires. J'ai gardé les vaches de la ferme et apprécié la clôture électrique mais j'y ai aussi peiné à manier la fourche pour stocker les fourrages hivernaux. Tout cela m'a donné une évaluation bien réelle du développement agricole et rural en France comme en Afrique. Comment ne pas être tenté de comparer les paysans africains à ceux que j'avais connus dans les Pyrénées, sans chercher dans d'autres zones tropicales des modèles à une agriculture familiale africaine en difficulté, suivant en cela le paradigme tropical (BRUNEAU, COURADE, 1984) ?

### 2 – Cheminer dans la géographie du développement

Géographe, j'étais supposé savoir penser la production de territoires par les acteurs et réfléchir aux rapports entre les sociétés et le milieu naturel transformé. Mais savais-je ce qu'était ce savoir ? Pour mon « parrain » orstomien en 1970, Hubert FRÉCHOU, « la géographie, c'est ce que font les géographes », tant l'approche semblait empirique. Pour exercer mon métier, j'ai donc dû évaluer les approches habituelles de la géographie en faisant mon miel de nouvelles pistes tout en analysant la géographie tropicaliste dans laquelle je baignais.

Georges COURADE

Si la géographie se décline aujourd'hui en tendances – selon la place du milieu, des potentialités que ce dernier offre et des contraintes qu'il fait subir –, la place de la technologie et du politique, de l'idéologique et du culturel<sup>4</sup> en modifie le fond, alors que la coupure géographie physique et humaine s'est imposée récemment.

Dans les pays au climat tropical, l'emprise du milieu pour extraire des ressources (développement) ou y préserver des biens mondiaux (écologisme) a donné à l'identité tropicaliste une évidence considérable malgré un débat sur sa pertinence lancé en 1984. Une analyse récente a même pu attribuer aux géographes africanistes le label de *Géographes en brousse* (D'ALESSANDRO-SCARPARI, 2005)<sup>5</sup>. Tropicaliste est une identité encore revendiquée en géographie humaine pour relever la spécificité de la zone climatique située entre les Tropiques et la science qui peut s'y faire ! Le « père » de la géographie tropicale, Pierre GOUROU, a pourtant passé son temps à dénoncer le « racisme climatique ». Pourquoi conserver alors cette appellation connotée<sup>6</sup> ?

La place du « milieu » – nature et environnement – est toujours essentielle dans le dispositif ORSTOM-IRD comme en géographie en raison du poids des sciences naturelles. La géographie sous un climat tropical, largement insalubre pour les Blancs, ne pouvait que mettre l'Homme dans un milieu physique hostile qu'elle a longtemps considéré comme non transformé (mythe de la forêt vierge). Cela s'est traduit par une « géographie inventaire » qui s'est souvent poursuivie jusqu'à nos jours, notamment dans les atlas.

Moins déterministe dans ses fondements, la géographie « possibiliste »<sup>7</sup> accorde au cadre naturel un rôle plus ou moins important en fonction des moyens de production, de la cohérence collective des populations et de l'efficacité des constructions politiques à soumettre la nature. Ici, la nature propose des potentialités et les sociétés humaines en disposent, en relation avec leurs options et leurs capacités technologiques. Cette démarche a abouti à la réalisation de monographies combinant « régions naturelles » et territoires ethniques. Paysages

---

4 - Dans le paradigme tropical, on parle d'encadrements.

5 - Titre de la thèse de Cristina D'ALESSANDRO-SCARPARI au sous-titre parlant : *Un métissage spatial entre discours et pratiques*. Les espaces de parcours du géographe pouvaient-ils induire une originalité particulière pour cette géographie ? Pour l'auteure, l'africaniste est un géographe de brousse, à la différence de la géographie coloniale de cabinet, et l'africaniste se distinguerait aussi par une posture explicitement anti-coloniale, dans sa dénonciation des erreurs des grands aménagements ou sa réévaluation des savoirs indigènes, alors qu'il pouvait par ailleurs avoir des connivences avec l'administration impériale.

6 - Mon agacement vis-à-vis de la tropicalité découle sans doute du refus de me voir accolé l'étiquette de Béarnais ou de Pyrénéen comme si j'étais déterminé une fois pour toute par mon terroir d'origine, par cet enracinement barrésien et ce déterminisme géographique que je n'ai jamais ressentis. Si je me suis construit une identité culturelle, elle ne peut être faite que des territoires et des paysages que j'ai parcourus et intériorisés à travers le prisme de ma subjectivité et des options de toutes natures que j'ai prises. Cette posture traduit sans doute la marginalité de ma famille dans la communauté villageoise où je suis né, mon père d'origine bigourdane ayant été toujours considéré comme un « étranger ». Je me sens donc une identité de nomade comme, me semble-t-il, nombre de mes amis africains, universitaires ou non... Je comprends ainsi que Gaston KAELMAN, bien que d'origine camerounaise, se sente plus Bourguignon que Béti...

7 - Celle de Paul VIDAL DE LA BLACHE théorisée par Lucien FEBVRE (1922).

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

et stéréotypes mentaux y trouvent une expression parfois intemporelle en Afrique. La notion de genre de vie, cet « ensemble collectif de pratiques transmises et consolidées par la tradition grâce auxquelles un groupe humain entretient son existence dans un milieu déterminé » (Max SORRE, 1961<sup>8</sup>) vient expliciter ici les permanences observées dans les terroirs et territoires. Pierre GOUROU préfère parler de déterminisme de « civilisation ». Et, dans son manuel sur les pays tropicaux (GOUROU, 1947), la pauvreté de l'Afrique résulte principalement de son isolement, de l'insalubrité climatique, des maladies tropicales, de la pauvreté des sols et de l'essartage (cultures après abattis-brûlis).

Cette géographie tropicale privilégiait la longue durée au détriment du conjoncturel, le stable plutôt que le changeant, les mentalités plutôt que la pluralité des logiques et ne permettait que difficilement de rendre compte d'un continent en changement rapide (multiplication de la population par quatre depuis les indépendances, urbanisation rapide, peuplement accéléré des terres, migrations massives).

Entre 1967 et 1982, c'est autour des « terroirs », de la colonisation des terres neuves, du contact forêt-savane et des rapports villes-campagnes que fut organisé le travail des géographes de l'ORSTOM. Les « terroirs » toutefois reçurent une visibilité institutionnelle particulière. Rite d'initiation pour de nombreux collègues, ce thème s'appuyait sur une démarche monographique difficilement généralisable. Inscrit sur le thème des relations villes-campagnes, je me retrouvais à l'écoute des changements à venir.

La fin de la centralité de l'État dans la production d'espace et la gestion durable des ressources dans les années 1980 a fait surgir une nouvelle géographie active, voire appliquée. Crises et catastrophes ont mis au premier plan l'analyse des risques et des vulnérabilités. En réponse, les études ont privilégié les réseaux d'acteurs à différentes échelles, leurs stratégies et leurs logiques laissant un peu de côté une géographie centrée sur les structures spatiales. Enfin, la prédilection pour la cartographie et la collecte méticuleuse des données s'est traduite par une place importante de la télédétection et des systèmes d'information géographique (SIG). Pour ma part, réticent aux méthodes quantitatives, je me suis éloigné de la production de cartes dans laquelle on enferme volontiers le géographe.

De plus, dès mon entrée à l'ORSTOM, je fus invité à produire une géographie ayant une utilité pour le développement tout en devenant parfois aussi soustrayant des disciplines « dures ». Dans les années 1970, la géographie appliquée au service de l'État devait servir à ordonner le territoire, à étudier ses potentialités et à corriger les déséquilibres entre régions. L'expertise de l'expertise prit aussi de l'importance pour évaluer notamment le transfert de technologies dans les sociétés africaines. Tout un capital de connaissance des savoirs et des savoir-faire autochtones, mais aussi d'études des normes et des choix locaux a été ainsi accumulé pour répertorier la diversité des réponses aux projets de développement et comprendre les échecs. Cela nous conduisait cependant à une analyse

---

8 - Cité dans <http://www.tice-hg.net/IUFM/plc1/principesclassique.htm>.

Georges COURADE

critique des solutions préconisées par les médecins, agronomes ou nutritionnistes, ce qui nous mettait souvent en porte-à-faux avec eux au sein de l'ORSTOM quand nous faisons équipe, comme ce fut mon cas.

Au total, la géographie du développement que j'ai pratiquée, une fois terminées mes années d'élève-chercheur, voulut saisir le changement social dans sa dynamique à travers la manière dont les sociétés et les acteurs abordaient problèmes et risques. Et, dans mes comparaisons, je pensais tout autant à ce qu'une France disparue avait fait de ses paysans qu'aux ruraux qu'il me fut donné de rencontrer dans le Brésil du Nord-Est ou en Inde. Orstomien, j'évoluais d'une géographie active en direction de la techno-bureaucratie étatique à une critique de projets de développement directifs, pour déboucher finalement sur l'étude des inégalités, des vulnérabilités et des formes de résilience observables.

### **3 – « Mes Afriques » : en lutte pour la survie et toujours en marge**

Sans résumer l'Afrique, les terrains qui furent les miens m'ont apporté une connaissance du sous-continent, de son altérité culturelle comme de sa diversité géographique, de ses logiques enfouies comme des acculturations postmodernes qui en font une surprise permanente. Et les problèmes que j'y ai étudiés m'ont convaincu qu'elle était inventive et rétive, flexible à un point inimaginable pour des Français et capable de faire face à des dynamiques démographiques ou à des purges financières d'une ampleur ailleurs inconnue. L'écart entre les apparences et la réalité y est aussi si profond que le scientifique est sans arrêt guetté par l'inadaptation de ses outils et surtout de son regard, toujours en retard par rapport au devenir en train de s'élaborer en profondeur. Au point que les représentations de l'Afrique ont fini par être un objet d'étude à mes yeux.

Trois terrains m'ont occupé ces quatre décennies. Le premier, initiatique, était à la jointure du Cameroun et du Nigeria, largement oublié jusqu'à la découverte de pétrole *offshore*, bien que dramatiquement aménagé par la colonisation allemande à partir de 1884. Le pays bamiléké, fleuron d'une agriculture africaine inventive aux prises avec une crise économique et politique profonde et de longue durée constitua un deuxième terrain. Pour finir, j'ai travaillé aux marges du pays mossi, au Burkina oriental, peuplé majoritairement de Gourmantché, pour y analyser la vulnérabilité alimentaire.

J'ai ainsi vu se nouer trois formes de stratégies de survie (de développement ?) chez des acteurs loin du pouvoir et avec des potentialités naturelles plus élevées que la moyenne dans deux cas (Cameroun) et des capacités importantes de réaction dans un seul (le pays bamiléké).

Dans mon premier terrain, les héritages coloniaux m'apparaissaient comme un handicap et l'État fédéré du Cameroun occidental me semblait condamné à disparaître. Son acharnement à vouloir diffuser la langue anglaise dans une

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

population au mieux pidginophone<sup>9</sup> m'impressionna. L'anglophonie fut acquise, malgré les discours sur les langues nationales. Sur le terrain, on ne pouvait que pointer la mobilité et l'adaptabilité des Africains et les confrontations violentes entre *natives*, *strangers* et *foreigners*<sup>10</sup>, selon les expressions locales. Dans le secteur informel, les Igbo affrontaient efficacement les Bamiléké dans toutes les villes. Dans les plantations, les Bamenda avaient remplacé les Béti comme manœuvres (*casual workers*). Autant de formes d'ajustement face à des situations à l'issue incertaine. Je ne doutais cependant pas des capacités de l'État de « produire du pays », à l'image de la construction de la nation française, et je m'employais par atlas interposé à donner à réfléchir un développement équilibré des territoires.

En pays bamiléké, j'eus le sentiment que l'État, instrument de certaines populations, jouait contre cette région et que les gens de l'ouest du Cameroun ne pouvaient maîtriser les forces d'un marché d'une imperfection totale. Le « dynamisme bamiléké »<sup>11</sup> était à l'épreuve. La chefferie n'arrivait pas à constituer un contreponds et les « élites », fort nombreuses, avaient une politique d'affichage de leur réussite par « châteaux » interposés qui ne masquaient pas la problématique de l'échec de nombreux « petits ». Le système tontinier, si vivant, se dégradait, et le plus grand système coopératif africain (l'Union centrale des coopératives agricoles de l'ouest du Cameroun - UCCAO) a disparu avec le café.

Au Burkina Faso, la destruction de la chefferie par la multiplication des chefs administratifs au temps de Thomas SANKARA avait laissé la population gourmantché démunie et sans filet de régulation pour faire face aux problèmes vitaux. Le développement ici prenait trop le chemin de la surenchère des demandes d'aide aux nombreuses ONG concurrentes en présence. Les coupeurs de route sévissaient et les sociétés villageoises n'arrivaient pas, faute d'un système social communautaire régulé, à juguler la délinquance locale. Dans le même temps, je constatais que des marges de manœuvre existaient pour améliorer la situation agroalimentaire dans les savoirs et savoir-faire locaux. Mais comment les activer avec des communautés si peu sûres d'elles-mêmes ?

Chercheur travaillant en Afrique, j'ai donc été marqué par ces trois terrains, et surtout par les problématiques que semblaient exprimer les sociétés dans leurs aspirations à mieux vivre et à exister sur le théâtre politique national.

## II – RÉPONDRE AUX MISSIONS ORSTOM-IRD OU FAIRE AVEC ?

Le cadre institutionnel dans lequel j'ai été pris durant quatre décennies ne pouvait que constituer une tutelle très forte puisque je travaillais dans des centres et pour des missions loin de mon pays et en fonction d'accords négociés avec l'État d'accueil. Cet Office, puis Institut, n'a pas toujours eu, aux yeux de la France

---

9 - Le pidgin *english* est ce créole simplifié de plusieurs langues européennes, langue véhiculaire de la Gambie à l'Angola. Il est ici mâtiné d'anglais en raison de la diffusion de cette langue en milieux administratif et scolaire.

10 - Autochtones, étrangers et allochtones.

11 - Selon le titre de l'ouvrage essentiel de Jean-Louis DONGMO (1978).

Georges COURADE

et des collègues scientifiques, une légitimité incontestée. La mise en pratique d'une coopération avec un État « néopatrimonial »<sup>12</sup> africain se faisait dans un contexte ambigu qualifié de Françafrique<sup>13</sup>. Et il n'était pas facile de s'intégrer au sein d'équipes pluridisciplinaires ou d'être dirigé de loin de manière directive par un comité disciplinaire tout puissant. Tous ces éléments maintenaient un fort sentiment de fragilité et d'instabilité. Qui plus est, l'ORSTOM puis l'IRD ont subi bien des « réformes » qui traduisaient le malaise politique ressenti tout au long d'un demi-siècle pour définir les missions à remplir et surmonter les difficultés pour les mener à bien. Quand l'Office devint en 1982 un Institut à part entière, pour s'appeler en 1998 l'Institut de recherche pour le développement, traduisant une réévaluation de la science qu'on y faisait, penser une approche du développement et une recherche partagée avec les collègues africains se posa en termes nouveaux.

## 1 – Un cadre instable

Créé en novembre 1944 après un premier texte de 1943, l'Office de la recherche scientifique coloniale (ORSC) a pâti de ses origines comme de son champ colonial, obligeant les directions successives à accroître sa crédibilité scientifique comme sa légitimité politique. Et la menace de sa dissolution, réelle, était utilisée pour appeler ses fonctionnaires en poste à l'étranger à un devoir de réserve extensif. En 1951, un statut spécifique qui a duré jusqu'en 1983 fut élaboré, permettant à l'institution de former son corps de chercheurs avec le statut d'élève-chercheur. Ce système que j'ai bien connu, comme celui des longues expatriations, fut à l'origine d'une forte culture maison pour les personnes de ma génération.

Sur le plan politique, entre trois périodes d'expansion (1965-1973, 1982-1985, 1988-1994), l'institution a vécu de longues périodes d'incertitude. De 1960 à 1981, elle a poursuivi son appui à la mise en valeur des anciens territoires colonisés avec les sciences naturalistes en pointe. Après quatre ans d'orientation tiers-mondiste (1982-1985) où les sciences sociales furent privilégiées, elle est revenue à une approche plus traditionnelle, l'économie acquérant une visibilité plus grande. De 1988 à 2000, elle consolida et mit un accent particulier sur le partenariat. En 2000, fut ajoutée à la fonction d'opérateur de recherche celle d'agence de moyens qui ne prit son envol qu'en fin 2006. Avec la réforme de 1982, la recherche au Sud devait afficher son côté coopératif et partagé<sup>14</sup>. Celle de 2000 recentra le dispositif au profit de petites unités de recherches, sépara activités scientifiques et expertises collectives, et mit l'accent sur la reconnaissance académique internationale. La réduction de crédits aidant, l'expatriation ne

---

12 - Pour reprendre l'expression de Jean-François MÉDARD. Ce terme rappelle la confusion public-privé introduite dans la gestion de l'État supposée relever en principe de l'intérêt général.

13 - Cette expression de Félix HOUPHOUËT-BOIGNY désigne les connivences secrètes entre dirigeants et élites françaises et africaines pour se maintenir au pouvoir et accumuler les richesses. Reprise par François-Xavier VERSCHAVE, elle a constitué l'axe militant principal de l'association Survie qu'il avait créée.

14 - Dans ce domaine, les réalisations de la période LEVALLOIS-WINTER dans les années 1990 sont à noter : département spécifique pour promouvoir le partenariat, relance de la réflexion sur ses modalités, soutien aux équipes via le Groupement aire-développement qui a disparu depuis pour raisons financières, etc.

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

constitue plus un mode d'intervention quasi-obligatoire, permettant ainsi un rééquilibrage homme/femme et des vies privées moins chaotiques.

Entre 1967 et 2004, trois types de structures ont commandé l'ampleur et la clôture des curiosités scientifiques, le choix des programmes et des terrains et la manière de les réaliser : le centre ORSTOM-IRD, le comité technique (1967-1982) et l'unité de recherche dans sa version peu contraignante ou directive depuis 1998.

On ne comprendrait pas le style de vie orstomien si l'on ne décrivait pas les comptoirs scientifiques<sup>15</sup> où nous travaillions et vivions dans les années 1970 et 1980. Voici le centre ORSTOM de Yaoundé que je connus de 1969 à 1979 : grande « concession » où bureaux, laboratoires et logements étaient concentrés, il était dirigé par un chef de centre ayant un vaste pouvoir administratif et scientifique. Vie privée et vie professionnelle ne faisaient qu'un. On y était affecté pour plusieurs années, logé et meublé par l'ORSTOM ! La vie scientifique y était organisée essentiellement par un chef de section choisi par le président du comité technique et par les rapports au chef de garage. Le garage est en effet un lieu de pouvoir où a longtemps trôné un chef, haut en couleur, brillant après les mécaniciens locaux et distribuant les véhicules tous terrains en fonction d'une hiérarchie subtile des disciplines et des rapports personnels. Il n'y avait pas de partenaires camerounais travaillant dans nos programmes, et pas de programmes définis conjointement. Nous étions entre « petits blancs », parfois délirants et suffisants (CROUZAT, 1983 ; CHATENET, 1979 ; De NEGRONI, 1977). Jusqu'en 1979, lorsque l'ORSTOM fut nationalisé, les travaux en géographie lancés dans les années 1950 étaient la norme avec quelques grands programmes pilotés de Paris. En ce temps-là, il était interdit de passer une thèse, à plus forte raison de parler aux journalistes. Nous étions, selon l'expression du PDG de l'époque, des « soldats de la recherche ».

Faute de données fiables de terrain, j'étais préposé, comme les géographes de la section, à la réalisation de dictionnaires de village (localisation et description des lieux habités) ou d'atlas régionaux (inventaires cartographiques des données physiques, humaines et économiques). Le découpage adopté était imposé et l'isolement scientifique était grand.

Relayés par les « chefs coutumiers »<sup>16</sup> de l'ORSTOM-IRD, les changements de 1982 et de 2000 ont eu des effets sur les choix des thématiques. La logistique de terrain s'est en partie effondrée avec la transformation des centres en missions, la fin de l'obligation de s'expatrier, attribuée aujourd'hui avec parcimonie, et des guerres civiles comme celles du Congo ou de la Côte d'Ivoire. Depuis 1982, et malgré quelques regroupements d'équipes, la dispersion des thèmes et des lieux d'affectation s'est renforcée.

Plusieurs sentiments m'ont habité pendant ces périodes de travail en expatriation. Vivre dans l'univers confiné d'un centre ORSTOM était humainement et

---

15 - Voir ce qu'en disent HOURS B., MARTIN J.Y., MARTINET F. (1982).

16 - Les chercheurs présents dans les instances décisionnelles et qui avaient une notoriété dérivée ont constitué ce réseau de chefs coutumiers, éléments structurants d'une institution voyant défilier à grande vitesse responsables politiques et scientifiques.

Georges COURADE

politiquement insupportable à cette période, aussi soumis que l'on soit. À un sentiment d'isolement constant (intellectuel et personnel) s'ajoutait la difficulté d'échanger avec les partenaires locaux, mais aussi des incompréhensions avec les collègues restés en France (responsables et évaluateurs). Par ailleurs, au cours de la période récente, l'investissement dans le partenariat accroissait les tensions en raison de la difficulté à concilier le soutien à bout de bras d'institutions partenaires en perte de vue<sup>17</sup> avec la formation et l'encadrement de manière rapprochée de nombreux doctorants, tout en travaillant dans une logique de recherche internationale. Aussi ai-je le sentiment de ne pas avoir rempli ces diverses missions de manière optimale.

## 2 – Des « partenaires »<sup>18</sup> présents-absents

La formation de chercheurs nationaux, le travail en équipe ou en réseau et l'adéquation des recherches avec les préoccupations des pays d'accueil sont restés assez largement un impensé de la réflexion des chercheurs, malgré un colloque en 1999<sup>19</sup> et les bonnes pratiques édictées en 2005 par le comité d'éthique et de déontologie. Il fallut attendre 1982 pour que « l'idée qu'il fallait

---

17 - Suite aux injonctions de la Banque mondiale et pour éradiquer une contestation qui lui était insupportable, le ministre de la Recherche du Cameroun supprima l'Institut des sciences humaines. Une bonne partie des chercheurs de cet institut se retrouvèrent ainsi dans le projet Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun (OCISCA).

18 - Le terme « partenaires » fait partie du jargon ORSTOM-IRD. Il est utilisé de manière polysémique, permettant d'afficher des coopérations institutionnelles Nord-Nord (avec le Centre national de la recherche scientifique - CNRS, l'Organisation mondiale de la santé - OMS, l'université de Wageningen ou de Perpignan) ou Nord-Sud (avec l'Institut national de nutrition du Burkina Faso ou du Vietnam). Les partenariats n'impliquent pas nécessairement le travail en commun d'équipes de chercheurs, mais souvent des échanges plus ou moins denses, sur un mode inégalitaire ou non, et des coopérations parfois rapprochées avec ce que l'on appelait autrefois des « homologues nationaux » supposés participer de A à Z au processus de recherche, ce qui se mesure à l'IRD en publications cosignées. Le caractère obligatoire du partenariat a induit de nombreuses stratégies d'« habillage » d'une réalité sociopolitique très instrumentalisée de part et d'autre, l'essentiel étant de faire figurer des noms dans des rapports d'activité et des publications et d'afficher des soutenance de thèse. En Afrique subsaharienne, les partenaires nationaux peuvent se comporter en « rentiers » de cette situation d'obligation et maximiser leur faible implication en cumulant des publications qu'ils n'auront pas toujours véritablement réalisées et protester par la voie hiérarchique ou la commission mixte s'ils n'y figurent pas, toutes figures relevant du jeu scientifique postcolonial. À contrario, le chercheur IRD peut « négocier son accès au terrain » à minima en faisant figurer dans ses rapports un homologue national qu'il encourage dans son absentéisme en ne lui apportant que peu d'appui, de crédit, de formation ou autre, surtout s'il a pu récupérer un stagiaire ou un volontaire européen qui sera surpayé par rapport au national, même si celui-ci reçoit un complément de salaire du Département soutien formation (DSF). La question de la « discrimination positive » se pose souvent compte tenu du faible niveau de maîtrise de la langue française d'un doctorant, obligeant le chercheur IRD à faire du *rewriting* à grande échelle. Si l'investissement irdien peut être considérable dans de nombreux cas, en ce qui concerne la création d'une classe de chercheurs dans un pays démuné d'Afrique, les modalités d'évaluation et les différents rapports produits en interne ne permettent que rarement de faire un véritable bilan de cette politique, d'autant plus que cet investissement n'est pas pris en compte dans l'avancement du chercheur. Il est clair que travailler dans une équipe sud-africaine, mexicaine ou indienne n'a rien à voir avec ce que l'on peut faire en termes de partenariat au Burkina Faso... Ceci explique l'attraction qu'ont les pays émergents sur les jeunes chercheurs, mais on peut, en retour, se demander quel est l'intérêt de conserver une institution comme l'IRD qui intervient au Mexique ou en Inde comme le CNRS...

19 - Curieusement, ce colloque interne à l'ORSTOM sur le partenariat n'a pas donné lieu à publication !

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

aider l'Afrique à faire elle-même de la recherche de qualité » (RUELLAN, 1990, p.38) soit validée par la direction de l'ORSTOM. Le partenariat se déclinait en modalités variées sans qu'il soit théorisé. Obligatoire, il allait de soi. Il s'agissait pourtant de mettre fin à la logique de substitution ou au parachutage de programmes et de favoriser l'émergence de scientifiques nationaux. La légitimité d'un organisme spécifique comme l'ORSTOM-IRD n'était-elle pas fondée sur cette mission ?

Elle s'avérait en fait complexe. Joseph BRUNET-JAILLY (1999), chef de mission au Mali, estimait qu'il n'y avait en Afrique que des bureaucraties fonctionnant au *per diem* et à la clientèle et qui barraient la route aux bons chercheurs nationaux, tout ceci traduisant des appuis de complaisance. Le principal souci de l'Institut était, selon lui, de trouver de bonnes conditions de travail pour ses chercheurs affectés...

Les expériences positives ne pouvaient donc que relever de l'équation personnelle et du bricolage partenarial. Disposer d'un budget pour financer l'ensemble d'une équipe franco-africaine pendant quelques années, avoir la confiance d'un recteur et d'un directeur d'institut pour faire fonctionner l'entreprise, mettre la formation au cœur du projet partenarial, accepter bien des approximations dans le travail pour le corriger pas à pas en constituaient un volet. Piloter le projet à travers d'innombrables réunions, définir la problématique ensemble, construire les protocoles d'enquêtes en commun, faire le terrain de concert, valoriser le tout sous forme d'articles, de thèses et de livres collectifs et individuels au rythme africain en étaient un deuxième... Tout cela demandait un investissement en temps considérable.

Les modalités actuelles de production de la recherche à l'IRD ne semblent pas favoriser ce type de partenariat lourd. Mieux formés académiquement que leurs aînés mais moins flexibles, les jeunes générations connaissent davantage les codes internationaux de reconnaissance et font l'essentiel de leur carrière en Europe si bien que partenariat et développement sont moins prioritaires pour eux.

Pendant quatre décennies, à l'ORSTOM-IRD, j'ai essayé de conjuguer recherche avec coopération et développement. Ce fut une valse à trois temps sans doute pour moi, avec pour point d'orgue le projet OCISCA<sup>20</sup>, éreintant par bien des aspects, mais qui m'apporta un enrichissement personnel et intellectuel.

### III – PENSER LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

À partir du moment où j'observais que les Africains avaient la rage de survivre et qu'ils y arrivaient dans des situations où n'importe quel Européen y aurait laissé

---

20 - Le projet Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun (OCISCA) est un projet scientifique camerounais appuyé par l'ORSTOM qui en a assuré l'animation de 1990 à 1996. Ce projet a été construit à partir d'un réseau de scientifiques, agents d'un État en faillite qui les avait licenciés pour la plupart. Fondé sur des enquêtes pluridisciplinaires allégées, effectuées dans des lieux déjà étudiés en vue de mesurer les déterminants conjoncturels ou historiques des changements survenus, la notion d'observatoire introduit l'idée de répétitivité dans le temps de l'observation.

Georges COURADE

sa peau, je ne pouvais me contenter de penser que le processus de développement était un simple mythe, si l'on en retient une définition simple. D'autant que j'avais vécu aussi dans ma propre famille cette nécessité de se battre avec une énergie sans limite pour vivre, et que mon père avait finalement juste survécu, comme éleveur, décourageant ses fils de prendre sa succession.

## 1 – Ma conception du développement

Le destin qui m'était offert dans mon village béarnais de naissance ne m'apparaissait en aucune manière enviable, si tant est que le genre de vie paysan dans une vallée pyrénéenne à proximité de Lourdes dans les années 1960 pouvait se perpétuer en l'état. Le style de vie et le vivre ensemble tel qu'ils m'apparaissent, à tort ou à raison, relevaient du dénuement, et l'ampleur du contrôle social et du confinement religieux étouffait à mes yeux le monde enchanté de la communauté solidaire et du lien social maintenu. Joindre les deux bouts était un souci permanent et, en raison des aléas de l'élevage, j'eus à aider à plusieurs reprises mes parents avec la bourse que l'État français m'avait attribuée.

Ceci ne veut pas dire que j'approuvais telle quelle la mise en valeur coloniale, ou le capitalisme dans sa version mondialisée actuelle, qui paupérisait et soumettait en particulier les paysans africains à un ordre injuste. Le Fonds monétaire international (FMI), dirigé à l'époque par un natif de ma région, Michel CAMDESSUS, m'apparaissait comme l'instrument de l'expansion d'un développement orthodoxe dans sa gestion de la faillite des gestions africaines des États. L'étude des effets de ces thérapeutiques dans des observatoires installés dans les villes et campagnes du Cameroun (projet OCISCA) m'offrit l'occasion de m'en rendre compte (COURADE, 1994).

Je me dois de dire cependant que cette vision critique des « gendarmes financiers » de la planète n'excusait à mes yeux en aucune manière la gestion patrimoniale calamiteuse des États africains par des régimes autoritaires. Le fait de partager certaines critiques altermondialistes ne m'interdit pas de rejoindre Jean-Paul NGROUPANDÉ quand il affirme que l'Afrique a les potions amères qu'elle mérite, avec une réserve cependant. C'est que ce sont les Africains « du bas » qui payent les erreurs et l'impéritie des dirigeants qui les gouvernent et qui pratiquent pour eux-mêmes, leurs dépendants et leurs clients cette « politique du ventre »<sup>21</sup> qu'ont identifiée les Bété du Cameroun !

## 2 – Les Africains veulent mieux vivre

Il me semblait toutefois que la prise de distance culturelle ou écologique à l'endroit du développement était un luxe de riche. Il m'apparaissait que le mieux-être qu'autorisait la création de richesses, selon des modalités nullement unifiées dans leur contenu (contrairement à une croyance occidentale) et des trajectoires spécifiques, pouvait être bénéfique avec un accompagnement politique adéquat. Elle le devenait dès lors que cette croissance était régulée sur les plans économique, social et spatial et qu'elle favorisait une redistribution moins inégalitaire

---

21 - Sous-titre connu de l'ouvrage de Jean-François BAYART sur l'État en Afrique (1989).

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

de ses bienfaits en attribuant des droits aux plus démunis, pour aboutir à plus d'égalité réelle.

Si l'on s'en tient à la croissance indispensable des biens matériels et symboliques et des services, la question qui se pose aussi est d'évaluer où nous conduit cette création de richesses en relation avec ce que nous léguons aux générations futures. Obsession quasi universelle, cette recherche d'un mieux vivre restera différente selon les régions du monde tant que la pression mondialisatrice n'unifiera pas plus largement aspirations, normes et valeurs.

Si le concept de développement ne peut se résumer à une lecture matérialiste et quantitative du monde, évacuer toute dimension économique, cependant, c'est se réfugier dans un relativisme culturel qui n'a pas lieu d'être. Dissocier l'économique du social et du culturel dans le sous-continent africain est cependant totalement irréaliste et explique bien des échecs des opérateurs du développement.

Pour moi, contrairement à ce qu'avait avancé Axelle KABOU (1991), les Africains ne refusent pas le développement en soi, mais celui qui est imposé de l'extérieur et qui ne tient pas compte de leurs logiques, stratégies et contraintes.

### **3 – Science et technologie ne produisent pas nécessairement le développement**

Le débat autour du type de développement que l'Afrique peut se définir pour elle-même reste bien évidemment pollué par le maintien de conceptions héritées du passé et par la poursuite du modèle économique et géographique colonial.

Le développement africain a d'abord été en effet un projet colonial de modernisation, de mise en valeur des richesses et de diffusion de technologies provenant du Nord, pour la métropole d'abord, pour les Africains ensuite. La métropole supposait au nom du progrès, à l'époque d'Auguste COMTE et de Jules FERRY, que science et technologie produiraient mécaniquement le développement, et c'est pour cela qu'elle avait créé les instituts agronomiques tropicaux par filières-plantes et le futur ORSTOM-IRD, au service des différents territoires d'abord, de l'ensemble africain plus tard, et au-delà ensuite.

Comme le milieu tropical était encore à explorer et à comprendre, on y chercha les blocages naturels et humains, pour les lever, et les déterminants du non-développement. Les diagnostics des sciences de la nature étaient pessimistes. La mort de la forêt tropicale, « imputable aux défrichements des populations indigènes », était annoncée par le grand forestier André AUBREVILLE (1949) après la deuxième guerre mondiale. On y diagnostiquait aussi une dégradation des sols à une échelle inconnue ailleurs. Dans les pratiques traditionnelles, agropastorales par exemple, l'on pointa tout ce qui entravait l'accumulation individuelle, de la faible productivité agricole au parasitisme familial, des feux de brousse aux chèvres prédatrices, de l'élevage contemplatif au fatalisme paysan, etc. Et les propositions qui émergèrent pour rendre plus productrice et plus industrielle l'Afrique reposaient sur le transfert de technologies et de savoir-faire de France vers le sous-continent.

Georges COURADE

On n'avait pas imaginé qu'il faudrait du temps pour créer des capacités locales permettant de contrôler le progrès technique et produire une société partageant normes et rationalités permettant d'en tirer tout le parti possible. En l'absence de capacité endogène pour s'approprier connaissances scientifiques et savoir-faire techniques, le transfert technologique ne pouvait aboutir qu'à un « déplacement » technologique et à édifier des « éléphants blancs », ces usines qui n'ont jamais marché. Science et technologie ne peuvent être des variables indépendantes d'un milieu humain, socioculturel et économique historiquement déterminé.

Pour comprendre ces sociétés, on a longtemps opposé un tout petit secteur, supposé moderne, ouvert à ces progrès et un secteur traditionnel fonctionnant en ligne avec les « mentalités archaïques ». Ce dualisme et les présupposés qu'ils recouvrent (traditionnel/moderne, etc.) sont restés longtemps dominants après les indépendances politiques, en raison du continuum entre la mission « civilisatrice » coloniale et la nouvelle idéologie universaliste et moderniste.

Les échanges – inégaux par nature – se faisaient dans un cadre impérial protégé. On vantait les vertus du soutien des prix dans les offices céréaliers et les caisses de stabilisation. Ces barrières douanières ont vu leur fin dans le sous-continent quand Edouard BALLADUR imposa la dévaluation du Franc CFA en 1994. Suite à cette décision, l'Afrique économique s'ouvrit largement à la mondialisation et à ses autorités de régulation (Fonds monétaire international, Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce).

#### **4 – Le leurre du développement étatiste fondé sur l'aménagement/déménagement des années 1970**

Jeune praticien dans les années 1970, je n'ai pas eu de questionnement à l'endroit de ce que l'on m'a demandé de faire, tant cela me paraissait évident. Le géographe fait des cartes et elles sont en principe exploitables pour développer le pays. Atlas et monographies du Cameroun participaient d'une approche du développement que je n'ai identifiée qu'avec du recul. Ils permettaient aux experts du plan de caractériser les territoires, de comparer leurs équipements à d'autres et de mesurer leur poids relatif dans le concert national, dans un pays pratiquant la « discrimination positive territoriale » pour exister.

Par là, ils étaient « utiles » dans le cadre d'un aménagement supposé keynésien. Ils permettaient de saisir si les équilibres ethno-géographiques étaient conformes à ce que les élites marchandes, intellectuelles et administratives en attendaient, dans le cadre de leur participation au régime AHIDJO qui pouvait s'en prévaloir pour préserver l'unité nationale. Réalisés dans le cadre territorial défini par l'administration, ces travaux convenaient à un pays qui s'imaginait s'acheminer vers un mieux-être dans une relation d'échange prioritaire avec l'ex-métropole.

J'avais le sentiment que la construction de l'État-nation était en cours. Cette géographie, comme le roman national proposé par l'histoire officielle, participait au façonnement de la carte d'identité nationale dans les esprits des millions de gamins qui avaient pris – massivement au Sud – le chemin de l'école. J'étais complètement à côté de la plaque.

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

En l'absence d'un capitalisme local, c'est à l'État que devait revenir la mise en œuvre du développement aux yeux de bien des développeurs de l'époque. Pour cela, il aurait fallu que l'État puisse être un instrument au service de l'« intérêt général ». État autoritaire et arbitraire, il a été cependant en même temps impuissant dans les années 1980. Bien que prédateur par le biais et pour le bien de ses agents, il n'a pas été en mesure de rendre à la société le minimum indispensable de services collectifs qu'elle attendait dans le domaine économique ou social. Il prélevait essentiellement sur les exportations des matières premières agricoles et minières et sur les importations de produits manufacturés (droits de douane), puisque les impôts directs rapportent peu et que la valeur ajoutée ne peut être taxée facilement. Son impuissance venait du fait qu'il était parasité largement par ses agents confondant public et privé, et qu'il fonctionnait de plus en plus de manière néopatrimoniale (MÉDARD, 1990), avec plus ou moins d'intensité, et que corruption, clientélisme, népotisme, tribalisme, etc. s'y manifestaient avec plus ou moins d'ampleur. Cet État constituait donc souvent un frein. Il reste cependant nécessaire puisque le développement exige un minimum d'ordre et de stabilité politiques. Mais, avec la diminution de ses ressources suite à la crise économique et aux thérapeutiques d'ajustement structurel, il peinait à redistribuer, ce qui n'a fait qu'accroître la lutte pour le pouvoir.

La construction nationale au sein de la société viendrait-elle au secours d'un État faible ? Vivant à Dschang en pays bamiléké dans les années 1990, on me racontait la répression de la rébellion bamiléké. En bien des villages, les récits de vie faisaient apparaître l'ampleur des regroupements, les méfaits commis par l'armée française ou les gendarmes de la période AHIDJO et les règlements de compte au sein de chefferies qui avaient manqué au devoir de régulation collective des problèmes fonciers. Les souvenirs de cette époque étaient très vivants, mais la fabrication d'un récit universitaire de tout cela était renvoyé à plus tard... Dans un pays comportant officiellement 280 ethnies, comment créer une nation si une histoire partagée où toute la population se reconnaît n'est pas élaborée ? Au Cameroun, les héros positifs, les résistants à la colonisation et les militants de la décolonisation ne manquent pas, mais il y a aussi un autre versant plus sombre que, comme dans toute histoire, l'on choisit d'occulter. L'amnésie est-elle une réponse à ce besoin de construire une conscience nationale ? L'histoire est sans doute ici plus « utile » au développement que d'autres disciplines.

## 5 – Projets de développement et pluralisme technologique

Les projets de développement foisonnaient dans un désordre total au Cameroun dans les années 1960 et 1970. On expérimentait des formes de développement rural aussi, du communautaire à l'agro-industriel, avec une représentation parfois idéalisée des villages africains. Au Burkina oriental, je vis en l'an 2000 une même compétition entre organisations de solidarité internationale, chacune jargonant sur le mode du développement participatif. Tous ces opérateurs du développement étaient de bonne volonté et partageaient la même foi en leurs technologies comme en leur capacité à « vendre » aux développés le progrès leur permettant de sortir de la « pauvreté ». Ils étaient bien souvent instrumentalisés

Georges COURADE

par les intermédiaires <sup>22</sup> qui s'étaient proposés, avec de piètres résultats mesurés à l'aune de la pérennité des projets.

En fait, de nouveaux outils, techniques, plantes, etc. ne sont adoptés que si ces innovations apportent des réponses à des difficultés ressenties comme telles, sans mise en cause profonde de la société (liens de solidarité, structure foncière, etc.) ou des stratégies de production. Autrement, elles suscitent des résistances légitimes. La technologie n'est jamais neutre et ne s'implante pas sur un territoire vierge. Dans le meilleur des cas, l'innovation est adoptée avec des modifications sensibles qui la rendent acceptable dans la société-cible selon un processus de réappropriation qui en modifie le contenu ou les finalités premières.

Les paysans gèrent plus facilement les plaines inondables (*fadamas*) que les grands réseaux d'irrigation dans la mesure où ils entrent difficilement dans une discipline collective. Les artisans du secteur informel recyclent et détournent toutes sortes d'objets pour répondre aux besoins. La récupération et l'hybridation technologiques sont des voies royales de l'appropriation des savoir-faire et des systèmes techniques en Afrique, sans pour autant exclure les technologies de pointe.

Si les technologies locales, moins chères et plus faciles à entretenir et à réparer ont eu du succès, c'est que l'on est surtout parti des besoins et des matériaux que l'on savait travailler. Fours solaires et charrettes, houes et traction animale, les instruments agricoles et artisanaux et les moyens de transport qui se sont diffusés relèvent de cette logique. Voisine ainsi toute la gamme des technologies : téléphone portable et simple charrette, lampe-tempête et panneau solaire... C'est sur la base de ce pluralisme technologique choisi que les Africains pourront mieux vivre.

## 6 – Ajustement structurel et résilience

Ces interventions n'ont finalement touché directement qu'un nombre limité de personnes, sauf exception, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'aient pas eu d'impact au-delà. Environ 10 % des Camerounais avaient été la cible d'opérations de ce genre à la fin des années 1970. Il n'en est pas allé de même des thérapeutiques macro-économiques et financières de l'ajustement structurel (stabilisation de la demande, réduction du train de vie de l'État, retour aux grands équilibres, dévaluation de la monnaie, etc.) en réponse à la crise économique que vit le sous-continent depuis les années 1980.

Ces mesures ont achevé de montrer l'impuissance de l'État, incapable de maintenir des services éducatifs et sanitaires minimaux, accroissant *ipso facto* les logiques de prédation des agents publics, aux salaires non payés. Non seulement elles ont paupérisé et exclu économiquement les populations citadines ou rurales les plus exposées au marché, mais elles n'ont obtenu que rarement une croissance économique de niveau asiatique pour résorber la pauvreté ou assurer le remboursement de la dette, contraignant les créanciers à l'annuler. Elles ont aussi

---

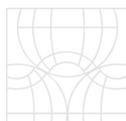
<sup>22</sup> - Appelés parfois « courtiers en développement » (BIERSCHENK, CHAUVEAU et OLIVIER DE SARDAN, 2000).

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

obligé l'ensemble de la communauté internationale à exiger une meilleure « gouvernance » via des conditionnalités, sans l'obtenir, en raison des « ruses » de l'État africain<sup>23</sup>. Tout cela s'est réalisé sans faire progresser véritablement la libéralisation des économies (nombre de privatisations ont été détournées) ou la pénétration du marché de la théorie économique qui reste toujours aussi peu transparente. On se penche donc sur d'autres acteurs, une « société civile » naissante ou les collectivités locales supposées mieux contrôlées par les citoyens, et on ajoute de nouveaux objectifs au développement : souci des générations futures et prudence dans l'exploitation des potentialités non renouvelables. Nouvelle martingale du développement ?

Dans ce contexte, il redevient important de se pencher à nouveau sur les fondamentaux du devenir africain. Si l'on ne peut confondre logiques de survie dans le secteur informel et création d'entreprises produisant de la valeur ajoutée, les micro-entreprises méritent de l'attention. On a trop longtemps négligé ou ignoré les innovations techniques et sociales dans tous les secteurs pour ne pas en faire l'inventaire et évaluer leurs capacités à occuper une place importante dans le développement africain. Enfin, face aux risques et aléas, la question de l'autonomie des acteurs doit être abordée pour évaluer la viabilité des réponses données. À l'heure où l'Afrique écrit enfin son histoire, ces questions sont essentielles. Elles ne disent cependant pas quelle sera la combinaison gagnante pour sortir du cercle vicieux du non-développement.

Compte tenu de l'histoire africaine, l'apparition d'un « bonus démographique », provoqué par une très vaste population jeune mieux formée qu'auparavant, malgré toutes les carences du système éducatif, un système original de connivences villes-campagnes, une forte imbrication de l'économique et du social, une place nouvelle pour les cadets sociaux, dont les femmes, dans des sociétés à statut, une évolution de la structure-mère qu'est la famille seront vitaux pour définir les contours d'une modernité proprement africaine.



De 1967 à 2005, l'Afrique a beaucoup changé<sup>24</sup>. Sa population a triplé et elle s'est urbanisée sans forcément se citadiniser. Mais son train de vie semble avoir régressé. Et, pourtant, elle écrit enfin de plus en plus son histoire, dans la violence ou la négociation, malgré les paras français. Cependant, dans les profondeurs des sociétés, des acteurs innovent et trouvent des solutions à leur portée pour vivre. Ils ne refusent pas le développement mais les kits technologiques qui les menacent, et leurs organisations représentatives s'imposent parfois dans des négociations importantes pour eux.

Je fus donc géographe à l'ORSTOM-IRD dans ce contexte. Malgré un cadre instable et des missions contradictoires données à mon institut, j'ai vécu immergé

23 - Selon l'expression de Jean COUSSY.

24 - Voir COURADE (2003). Dans ce texte, j'ai essayé d'évaluer les atouts et handicaps à long terme du sous-continent.

Georges COURADE

dans plusieurs terrains, approchant ainsi certaines réalités qui se dérobent. Avec le recul, j'ai pu remettre en cause certains mythes et fausses évidences pour penser le développement du sous-continent, tout en fréquentant de près de nombreux partenaires africains. Contrairement aux pessimistes, l'histoire africaine à venir ne me paraît pas écrite d'avance, car nous ne savons pas l'imaginer, puisque nous ne comprenons que le cheminement mimétique ou la prolongation linéaire des tendances présentes dans le domaine du développement, si tant est que nous soyons en mesure de les lire toutes.

D'une certaine manière, mon expérience adolescente de migrant forcé m'a été utile pour me rendre sensible le destin de nombre d'Africains, sans chercher à idéaliser leur situation, à essentialiser leur comportement érigé en mentalité, ou à tropicaliser leur production territoriale.

## BIBLIOGRAPHIE

- AUBRÉVILLE A. 1949, *Climats, forêts, et désertification de l'Afrique tropicale*, Paris, Société d'Éditions Géographiques Maritimes et Coloniales.
- D'ALESSANDRO-SCARPARI, C. 2005, *Géographes en brousse. Un métissage spatial entre discours et pratiques*, Paris, l'Harmattan.
- BAYART J.-F., 1989, *L'État en Afrique*, Paris, Fayard.
- BIERSCHENK T., CHAUVEAU, J.-P., OLIVIER DE SARDAN, J.-P., 2000, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*. Paris, Karthala.
- BRUCKNER, P., 1983, *Le sanglot de l'homme blanc : Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi*, Paris, Le Seuil.
- BRUCKNER P., 2006, *La tyrannie de la pénitence : Essai sur le masochisme en Occident*, Paris, Le Seuil.
- BRUNEAU M., COURADE G., 1984, « Existe-t-il une géographie humaine tropicale ? À la recherche du paradigme de P. GOUROU », *L'Espace Géographique*, n° 4, pp. 306-316.
- BRUNET-JAILLY J., 1999, « *Quel appui à quelles communautés scientifiques dans les sciences sociales en Afrique francophone ?* », Paris, IRD, CSS, inédit.
- CHARMES J., 1997, « *Mille et une histoires Outre-Mer* », Paris, ORSTOM.
- CHATENET J., 1979, *Petits blancs, vous serez tous mangés*, Paris, Le Seuil.
- CNER, 1993, *Évaluation de l'Institut de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM)*, rapport d'instruction.
- COURADE G., 1982, « Les plantations d'Unilever au Cameroun (Plantations Pamol du Cameroun Limited) ou la croissance d'une firme multinationale dans une région marginale », *Complexes agro-industriels au Cameroun*, n° 118, Paris, ORSTOM, pp. 7-126.
- COURADE G., 1985, « Jalons pour une géographie de la marginalité en Afrique Noire », *L'Espace Géographique*, n° 2, pp.139-150.
- COURADE G. 1989, « Le risque d'insécurité alimentaire : de l'imprudence écologique au démantèlement de l'État-providence », in MILLEVILLE P. *et al.*, *Le risque en agriculture*, Paris : ORSTOM, 1989, pp. 575-597.

## Géographe ORSTOM-IRD dans une Afrique en mouvement

- COURADE G., 1992, « Le fait alimentaire : territoire à conquérir de la géographie », *Revue Tiers Monde*, n° 132, pp. 743-762.
- COURADE G., 1994, *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala.
- COURADE G., 1996, « Entre libéralisation et ajustement structurel : la sécurité alimentaire dans un étau », *Cahiers Agriculture (Sécurité alimentaire : enjeux et débats)*, vol. V, n° 4, pp.221-228.
- COURADE G., 1997, « La création du territoire national camerounais à l'épreuve de la crise et de sa gestion », in NCHOJI Nkwì P., NYAMNJOH F. B., *Regional Balance and National Integration in Cameroon : lessons learned and the uncertain future*, monograph 1, ASC (Leiden)/ICASSRT, pp.46-57.
- COURADE G., 1998. « Ajustement structurel et ouverture des marchés : moins de pénuries, mais de nouveaux risques alimentaires », pp. 123-139, in DELISLE H., SHAW D. J., éd. « The Quest for Food Security in the Twenty-First Century », *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 14, special issue.
- COURADE G., (Dir), 2000, *Le désarroi camerounais : l'épreuve de l'économie-monde*, Paris, Karthala.
- COURADE G., 2003, *Quel avenir pour l'Afrique Subsaharienne ?*, Perpignan, université de Perpignan.
- COURADE G., (Dir.), 2006, *l'Afrique des idées reçues*, Paris, Belin.
- COURADE G., Bruneau M., 1985, « Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers-Monde », *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, vol. 20, n° 1, pp. 59-92.
- COURADE G., DEVÈZE J.-C., 2006, « Des agricultures africaines face à de difficiles transitions », *Afrique contemporaine*, n° 217, pp. 21-41.
- COURADE G., GRANGERET-OWONA I., JANIN P., 1994, « L'intensification agricole à l'épreuve de l'ajustement : le devenir d'une agriculture familiale intensive en Afrique sub-saharienne », *CR Acad. Agric. G.*, vol.80, pp.163-174 .
- CROUZAT H., 1983 [1959], *Aziza de Niamekoko*, Paris, Presses Pocket, n° 2179.
- DONGMO J. L., 1978, *Le dynamisme bamiléké*, Yaoundé, Ceper, 2 vol.
- FEBVRE L., 1922, *La Terre et l'évolution humaine, introduction géographique à l'histoire*, Paris, Albin Michel.
- GLEIZE M., 1984, *Un regard sur l'ORSTOM, (1943-1984)*, Paris, ORSTOM.
- GOUROU P., 1947, *Les pays tropicaux*, Paris, PUF.
- GOUROU P., 1982, *Terres de bonne espérance, le monde tropical*, Paris, Plon.
- HOURS B., MARTIN J.Y., MARTINET F., (1982), « Reproduction et production à l'Orstom : quelle recherche pour quel développement ? », *Non ! Repères pour le Socialisme*, n° 16, pp. 120-127.
- KABOU A., 1991, « Et si l'Afrique refusait le développement ? », Paris, L'Harmattan.
- MÉDARD J. F, 1990 « l'État patrimonialisé », *Politique Africaine*, n° 39, pp. 25-36.
- DE NEGRONI F., 1977, *Les colonies de vacances : portrait du coopérant français dans le tiers-monde*, Paris, Hallier.
- ORSTOM, 1994, *Images et visages, l'ORSTOM a cinquante ans*, Paris, ORSTOM.
- ORSTOM, 1982, « Le développement : idéologies et pratiques. Actes du Séminaire interdisciplinaire de l'ORSTOM (1978-1981) », Paris, ORSTOM.

Georges COURADE

RUELLAN A., 1990, Entretien, *la Quinzaine Littéraire*, n° 560, numéro spécial « Que sont "nos" colonies devenues ? », pp. 38-39.

SAUTTER G. 1994, « De BAYARD à LA FAYETTE : très riches heures de la géographie à l'Orstom », entretiens avec PEPIN LE HALLEUR M., *Cahiers des Sciences Humaines*, « trente ans (1963-1992) », pp. 97-104.

SAUTTER G. 1978, « Dirigisme opérationnel et stratégie paysanne, ou l'aménageur aménagé », *L'espace géographique*, n° 4, pp. 233-43.